AJDA

L'ACTUALITÉ
JURIDIQUE
DROIT ADMINISTRATIF

Étude
Page 2130

LA RÉFORME DU TRIBUNAL DES CONFLITS SE DESSINE

Le rapport remis à la ministre de la justice par le groupe de travail sur la réforme du Tribunal des conflits, publié dans ce numéro, doit servir de base à une réforme rapide. Jean-Louis Gallet, qui a présidé ce groupe de travail, répond aux interrogations qu'ont pu susciter ses propositions.

BIEN

Des archives coréennes peuvent-elles appartenir au domaine public de l'Etat?
p. 2142

Les archives royales de la dynastie Chosun peuvent être regardées comme affectées à l'utilité publique et appartiennent au domaine public mobilier de l'Etat français.

RESPONSABILITÉ

La trahison des mots – p. 2153

L'application orthodoxe du régime de responsabilité pour dommages de travaux publics à des circonstances inhabituelles peut aboutir à des solutions inattendues.

SERVICE PUBLIC

Domicile de secours : une réforme à envisager
p. 2173

Le juge interprète strictement les dispositions du CASF relatives au domicile de secours, ne prenant pas en compte les nouveaux modes d'hébergement des personnes handicapées.

DALLOZ

HEBDOMADAIRE – 4 novembre 2013 – N° 37 – 2013

Pages 2113 à 2176

9 782996 313371

AJDA
31-35, rue Froidevaux,
75685 - Paris cedex 14
Tél : 01 40 64 54 54
Fax : 01 40 64 54 66
Pour joindre un correspondant, composez le : 01 40 64 suivi des chiffres figurant à la suite de son nom

Hebdomadaire - 69e année

Présidente-directrice générale, Directrice de la publication
Sylvie Faye

REDACTION
aj@dalloz.fr

Directeur scientifique
Fabrice Melleray

Rédactrice en chef
Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédacteur en chef adjoint
Jean-Marc Pastor (5405)

Rédaction
Carine Biget (5435)
Diane Poupeau (5306)

Conseil scientifique
Bernard Dreyfus, Étienne Fatôme, Yves Jégouzo, Christine Maugüé, Nicolas Portier, Vincent Potier, Nil Symchowicz, Didier Truchet, Charles-Louis Vier, Philippe Yolka

Rédactrice en chef technique
Béatrice Lapouille (5338)

Secrétaires de rédaction
Caroline Charrier (5368)
Elsa Lebigot (5380)

Maquettiste-graphiste
Patrick Verdon

ABONNEMENTS / MARKETING
Directrice des abonnements
Yvette Nay
80, avenue de la Marne,
92541 Montrouge cedex
ventes@dalloz.fr, fax : 01 40 64 89 92

Responsable relation clients
Marie-Hélène Tylman
0 820 800 017 (0,12 € TTC/mn)

Publicité
José Gomes
Tél : 01 40 92 69 66
jgomes@editions-legislatives.fr

France métropolitaine 1 an :
428,82 € TTC
Etranger 1 an : 486 € HT
Prix au numéro : 23,48 € TTC

L'Actualité juridique droit administratif est éditée par EDITIONS DALLOZ
SA au capital de 3 956 040 €
Siège social, 31-35 rue Froidevaux
75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550,
CODE APE 5811 Z
N° SIRET 572 195 550 00098
N° TVA FR 69 572 195 550
N° CPPAP : 1217 T 79888

JOUVE, 1, rue du Docteur-Sauvé
53100 Mayenne
Dépôt légal - novembre 2013

Société des Editions Lefebvre-Sarrut
© Editions Dalloz - L'Actualité juridique droit administratif, novembre 2013

Ce numéro comporte un encart «Dalloz formation journée d'actualité urbanisme» non folioté placé entre les pages 2113 et 2176.

SOMMAIRE

N° 37/
hebdomadaire – **4 novembre 2013**
pages 2113 à 2176

plus d'infos sur www.dalloz-revues.fr

Ce pictogramme signifie que le document référencé est accessible sur le site **Dalloz revues** dans la version feuilletable de l'AJDA
www.dalloz-revues.fr

AU FIL DE LA SEMAINE

2125 Le référé contractuel en matière de délégation de service public, mode d'emploi
Le Conseil d'Etat a précisé, dans un arrêt du 25 octobre, le régime du référé contractuel dans le cadre d'une délégation de service public.

ÉTUDE

2137 Le référé-liberté pour autrui
Par Xavier Dupré de Boulois
Une série de décisions récentes du Conseil d'Etat admet la recevabilité d'une personne à engager la procédure de l'article L. 521-2 du code de justice administrative pour défendre les libertés d'autres personnes.

CHRONIQUE

2145 Un contrat administratif peut-il inclure une clause de résiliation à l'initiative du cocontractant de l'administration ?
Chronique de Michel Wiernasz
Etant de nature à porter atteinte à la continuité du service public, une clause dans un contrat administratif prévoyant sa résiliation à l'initiative du cocontractant de l'administration est contraire à l'ordre public.

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

2171 Une infection déclarée à l'hôpital n'est pas nécessairement une infection contractée à l'hôpital
Note de Caroline Lantero
Le Conseil d'Etat précise à nouveau la définition de l'infection nosocomiale et en resserre les contours.

2113 TRIBUNE

2113 **Les tribulations du référendum d'initiative minoritaire,**
par Christophe Geslot

2116 AU FIL DE LA SEMAINE

2116 **La parité et le paritarisme au sein du Tribunal des conflits sont «absolument essentiels»**

2117 **Les départements sont responsables du défaut d'entretien des routes nationales avant qu'elles leur soient transférées**

2117 **Les dispositions d'un code suiveur n'ont pas valeur normative**

2118 **Le juge ne doit pas abuser des expertises**

2118 **Le soutien pédagogique aux enfants handicapés n'est pas réservé aux assistants d'éducation**

2118 **Diffamation: les collectivités territoriales doivent pouvoir agir directement**

2119 **Déféré préfectoral contre une décision de non-opposition à déclaration préalable de travaux**

2119 **Refuser l'imputabilité au service d'une tentative de suicide n'est pas une «attaque»**

2120 **PLU intercommunal: le «oui, mais...» des sénateurs**

2121 **Situation fiscale des biens de retour**

2121 **La suspension sportive consécutive à plusieurs fautes techniques ne doit pas être automatique**

2122 **Documents exigibles au soutien d'une déclaration préalable portant sur la réalisation d'une antenne relais**

2122 **Contrôle du juge sur l'intérêt général d'un projet objet de la révision simplifiée d'un PLU**

2123 **Même suspendue, la décision d'invalidation du permis de conduire empêche de récupérer des points**

2123 **Un tableau d'avancement peut être publié en retard**

2123 **Censure limitée des dispositions instituant la taxe locale sur la publicité extérieure**

2124 **La décision d'interrompre l'exécution d'un bon de commande ne peut pas faire l'objet d'une annulation**

2124 **Les élus locaux français face aux échéances européennes**

2125 **Le référé contractuel en matière de délégation de service public, mode d'emploi**

2125 **Irrégularités en cascade dans les opérations de dépistage de l'alcoolémie**

2126 **Un parti peut contester avoir présenté un candidat**

2127 VEILLE DE JURISPRUDENCE

2130 ÉTUDES

2130 **Rapport sur la réforme du Tribunal des conflits,**
par Jean-Louis Gallet

2137 **Le référé-liberté pour autrui,**
par Xavier Dupré de Boulois

2142 CHRONIQUES

Chronique de jurisprudence des cours administratives d'appel

2142 **Des archives royales coréennes peuvent-elles appartenir au domaine public de l'Etat?,**
CAA Paris, 19 juillet 2013,
Association Action culturelle,
chron. Marie Sirinelli

2145 **Un contrat administratif peut-il inclure une clause de résiliation à l'initiative du cocontractant de l'administration?,**
CAA Nancy, 27 mai 2013,
Société Grenke location c/ Commune de Neuville-Saint-Rémy,
chron. Michel Wiernasz

2150 **La preuve de l'exercice d'une activité pour la délivrance des titres de séjour «UE-toutes activités professionnelles»,**
CAA Douai, 17 septembre 2013,
M. Costache,
chron. Vladan Marjanovic

2153 **La trahison des mots,**
CAA Bordeaux, 23 avril 2013,
Communauté de communes de Guéret Saint-Vaury c/ SCI de Maison Rouge,
chron. Guillaume de La Taille

2156 **Le suicide d'un patient atteint de troubles mentaux admis librement dans un établissement hospitalier,**
CAA Marseille, 17 juin 2013,
Centre hospitalier de Digne-les-Bains,
chron. Micheline Lopa Dufrénot

2160 **Frais d'inscription au concours d'entrée d'un IEP,**
CAA Lyon, 4 juillet 2013,
Institut d'études politiques de Grenoble,
chron. Aline Samson-Dye

2162 **Présence d'un assesseur extérieur à l'administration pénitentiaire au sein des commissions de discipline des détenus,**
CAA Nantes, 18 juillet 2013,
M. B., chron. Sébastien Degommier

2166 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

2166 **Une clause exorbitante du droit commun en trompe-l'œil,**
TA Toulouse, 25 juin 2013,
M. Cances, note Rémi Bonnefont

2169 **Contrôle de l'intégration républicaine d'un étranger sollicitant une carte de résident,**
CAA Bordeaux, 11 juillet 2013,
Mme T.,
concl. Nicolas Normand

2171 **Une infection déclarée à l'hôpital n'est pas nécessairement une infection contractée à l'hôpital,**
CE 21 juin 2013,
Centre hospitalier Emile Roux du Puy-en-Velay,
note Caroline Lantero

2173 **Le domicile de secours des personnes ayant un logement autonome avec accompagnement social: une réforme à envisager,**
CE 15 mai 2013,
Département de Paris,
note Hervé Rihal

2176 INDEX

Liste des responsables de rubrique et informations aux auteurs en page 2141

FACULTEIT RECHTEN RUG
BIBLIOTHEEK